

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73.

NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 18 MAI 1881.

54me Année.

NOUVELLE-ORLÉANS,
MERCREDI, 18 MAI 1881.

Received at the Post Office at New Orleans, La.
Postmaster: [unclear]

PAS D'OFFRES.

Une offre n'a été faite pour prendre la forme de nos termes aux conditions déterminées par la conférence des citoyens, acceptés par le conseil de ville et recommandés par un public appuyé de nombreuses ligues. Nous le remercions vivement mais en être surpris, car les conditions étaient lourdes et rigoureuses, et nous étions dans l'impossibilité d'accepter à temps dans les empêchements dans la révolution pétrolière qui devait éclater. Cet absence de communication témoigne de la justesse de nos remarques à ce sujet. Nous avions dit que, pour le moment, on ne pouvait plus faire, et que les comités de consultation, appelaient à donner leurs avis sur le projet d'ordonnance pour la forme de nos termes, il avait été arrêté juste à la fin du mois de mars, au conseil de ville, et avait été envoyé au préfet avec les personnes ou les commissions qui devaient être consultées. Cet absence de communication témoigne de l'absence de volonté intentionnelle, dont pendant l'initiative honnête serait probable bousculé de biais.

Hopital de l'ordonnance sur les plaintes.

On voit, par notre rapport de ville que l'ordonnance, dont nous parlions dans l'article précédent, a été approuvée par le Conseil et qu'il a fait revire celle qu'il avait élaborée et soumise au conseil de consultation des citoyens. On voit aussi que l'ordonnance a été adoptée, et que les deux parties ont été informées de l'effet qui sera fait immédiatement. Cependant, il faudrait tenir compte que les deux parties ne se sont pas rencontrées pour la forme et non avons eu raison de laisser notre aménagement sans réserve.

Mais, à cause de cette raison, il n'a pas trouvé d'aménagement et la situation va encore de graves embûches. Conseil de ville. Si l'on pourra penser que des négociations plus prolongées, et répandues plus en long et large, pourraient être utiles, il est difficile de dire si elles devraient être effectuées. Cependant, il faudrait tenir compte que les deux parties ne se sont pas rencontrées pour la forme et non avons eu raison de laisser notre aménagement sans réserve.

Cette fois maintenant ! Nous voyons que ces plusieurs membres du Conseil de Ville ont pris assez résolument leur parti et ont érigé ce qu'ils proposent de combien sur l'ensemble une agence municipale directe. M. Fitzpatrick a dit qu'il était disposé à prendre la responsabilité de la partie municipale de la tâche, et l'administrateur Fagan voulait bien de son côté se charger de la partie financière. C'est à ce point que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'entreprendre à leur tour les levées et débarquements, à la condition de pouvoir imposer sur les navires, bateaux, bateaux, pirogues, chaloupe, barge et toutes sortes d'embarcations un droit de wharfage pour cent.

On appelle aussi il y a quelques jours des représentants de New York et des compagnies de l'Europe, pour lauter pour la navigation de la ville, et pour demander l'admission du conseil de l'Etat pour la suppression du droit de pêche, mais on peut bien comprendre qu'il n'y ait pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication C. & J. Blake, 181.

J. John C. Henderson, Secrétaire N. O. Association Sanitaire, N. O. - Orléans.

Monseigneur.

Nous avons la lettre de M. Eder du 11 mai, à laquelle nous répondons à la suite : "Il est dit que l'ordre a été donné à l'ordre de ville, qu'il fasse la proposition d'admettre la ville à la responsabilité, mais qu'il n'aurait pas de succès." Il n'est pas opposé à la forme, mais la forme ne pouvait avoir lieu face de négociation. Il pense que le temps est arrivé pour la ville de se charger elle-même de l'administration du port. Une grande réduction de droits de wharfage a été faite et pour ne pas revenir sur cette réduction, c'est-à-dire pour ne pas rebâtir l'ordre de ville, comme les représentants, il ne voit pas d'autre moyen que d'enlever la ville à la responsabilité, puisque les deux parties qui fréquentent notre port, il faut donc leur dire : les taxes sont fixées à établir mais il faut être et faire dans les autres.

Arrivage présumé de magasins.

Nous tenons de l'Association municipale la suivante :

Bureau de la Compagnie de fabrication